

## L'Edito...

### *Pour une écologie décomplexée*

Au lendemain d'une élection présidentielle catastrophique (le plus bas score enregistré par l'écologie depuis René Dumont et l'élection triomphale de Sarkozy), certains se sont cru autorisés à enterrer l'écologie politique. Quelques ripolinages des politiques publiques et quelques effets d'annonce mis en scène dans un Grenelle surmédiatisé suffiraient à faire marginaliser une bonne fois pour toutes ces empêcheurs de polluer en rond, ces éternels cassandre, ces opposants

déterminés aux vaches sacrées du productivisme, dont les heures glorieuses appartiennent pourtant largement au passé.

Certains de nos amis - de bonne foi pour une part ; pour des enjeux bien personnels dans un sordide Mercato électoral pour la plupart - ont d'ailleurs accrédité ce sentiment en jetant le bébé avec l'eau du bain, tournant ainsi le dos aux

convictions qu'on leur croyait chevillées au corps, qui pour rejoindre le PS, qui pour s'illusionner à croire qu'il pourrait attraper le gouvernail d'un bateau ivre nommé MODEM, dont le projet balbutiant se révèle, chaque fois qu'il s'exprime, notamment par ses élus locaux, comme une soupe tiédasse dont l'écologie est purement et simplement absente.

Pourtant, j'en suis convaincu, l'heure n'est ni aux lamentations, ni aux renoncements. Certes nos résultats nationaux ne sont guère brillants, mais trois constats doivent nous permettre de tirer de cette défaite des orientations cruciales pour rebondir dans les 8 mois qui viennent.

1. Les enjeux de l'écologie sont aujourd'hui omniprésents, et l'ampleur de la crise n'est plus contestée que de façon marginale. Paradoxalement, ce qui aurait dû être notre succès, un début de majorité culturelle sur les alarmes que nous tirons depuis des décennies, s'est révélé notre pire ennemi, tant nous sommes restés tétanisés face à cette nouvelle donne.

### **S'attaquer aux grilles de lecture dépassées**

Oui, le temps est fini où nous alertions dans le vide, et où il nous suffisait de dénoncer la cécité de nos adversaires. Le temps est venu où nous devons convaincre non seulement de la justesse de nos analyses, mais surtout de la nécessité de passer du diagnostic aux remèdes. C'est là que l'écologie reste fondamentalement clivante vis-à-vis des autres formations.

Cette question se pose d'ailleurs à l'ensemble du monde de l'écologie, politique mais aussi associative, qui doit veiller à éviter tant de se dissoudre que de se déchirer dans les habiletés tactiques du Président de la République. L'ampleur des désastres encourus par nos sociétés,

**(suite page 2)**



# AUDACES

(suite de la page 1)

les conséquences dramatiques qu'ils induiraient pour les plus fragiles, ne permettent ni de jouer la politique du pire, ni de se contenter de demi-mesures.

C'est ce que nous devons mettre en évidence, notamment à l'occasion du rdv médiatique que constitue le Grenelle : la question n'est pas tant de savoir si on peut faire de l'écologie sans les écologistes, que de mettre en évidence qu'on ne pourra faire de l'écologie qu'en s'attaquant à des grilles de lecture dépassées, à des lobbies surpuissants, à des résistances multiformes.

Toutes avancées, individuelles ou collectives, sont bonnes à prendre, et nous devons les soutenir. Mais nous devons être ceux qui montrent qu'on ne pourra pas faire d'écologie sans changements profonds, sans la révision des dogmes de la croissance productiviste, sans vision globale et planétaire.

2. Il ne suffit pas, pour autant, d'avoir les bonnes analyses et les bonnes propositions (ce sur quoi il nous reste encore beaucoup à démontrer). Il faut aussi être crédibles pour les porter. L'échec des élections nationales ne peut incomber aux seules campagnes, même si l'incapacité à montrer combien l'écologie est clivante nous a lourdement pénalisés.

## Des JE sous le signe de la rénovation de notre parti

Notre absence de crédibilité, nous l'avons longuement et patiemment construite à force de conflits internes, de désignations controversées de nos candidats, d'enjeux de Congrès illisibles, d'incapacité à fidéliser adhérents, sympathisants et même élus, à tisser des relations solides avec les partenaires associatifs, syndicaux, artistes,

intellectuels, etc.

La bonne nouvelle est que ce constat semble aujourd'hui unanimement partagé au sein des Verts. Reste, là aussi, à passer du diagnostic aux remèdes. Ces journées d'été peuvent être l'occasion de franchir une étape cruciale dans la rénovation de notre parti, pour peu que nous sachions - à l'image de notre action dans la société - concilier ambition de long terme et avancées par étapes. Le débat mérite certes d'être mené à la fois sur les structures, le programme, la stratégie, voire les alliances. Mais il est peu probable qu'un « grand soir » de l'écologie politique nous permette de tout résoudre d'un coup.

Programmer dès maintenant pour la fin de l'année une refonte de nos structures, tout en ouvrant simultanément les autres chantiers, c'est sans doute la meilleure façon d'engranger de premières avancées, d'ouvrir des débats

indispensables pour notre avenir, et d'adresser un signal à l'opinion publique qu'enfin Les Verts ont entendu le message et se dotent du parti indispensable aux enjeux du 21ème siècle.

3. Il y a d'autant plus d'urgence, que Les Verts affronteront une échéance déterminante pour leur avenir au printemps prochain. Les élections municipales constituent l'élection structurante par excellence de l'écologie politique.

(Suite page 3)

## **(Suite de la page 2)**

Et il est pour le moins étonnant qu'aucune des plénières de ces Journées d'Eté n'y soit consacrée.

Le mandat municipal qui s'achève sera celui au cours duquel Les Verts auront de loin le plus démontré leur capacité d'action pour modifier les politiques publiques.

### **Les municipales, un rendez-vous crucial pour Les Verts**

Dans de nombreuses villes, grandes, moyennes et petites, des éluEs VertEs sont en responsabilité et agissent au quotidien, dans des coalitions pas toujours faciles à vivre au quotidien,, pour mettre en œuvre nos orientations. Et ils obtiennent des résultats extrêmement tangibles.

Il n'est d'ailleurs pas étonnant, même si c'est à double tranchant, que l'opinion publique crédite beaucoup plus notre parti pour son action locale que pour ses positions nationales.

C'est là que la différence entre l'écologie du seul verbe et l'écologie de l'action est la plus visible. C'est là que Les Verts démontrent que la radicalité est compatible avec l'efficacité. C'est là que nous construisons non seulement une ville

nouvelle, mais aussi une société plus écologique, un parti Vert plus crédible. C'est là que « l'utilité » du vote Vert est la plus prégnante.

Ce rendez-vous est donc crucial pour notre avenir. Il importe que notre organisation politique et notre communication nationale constituent non pas un boulet mais un atout pour ces campagnes.

### **Faire de 2008 l'année de notre renouveau**

Loin d'être moribonde, l'écologie politique possède, j'en suis convaincu, les atouts pour rebondir et faire de l'année 2008 celle de notre renouveau.

Comme le montre le débat sur le Schéma Directeur de la Région Ile-de-France (Sdrif) auquel le gouvernement, Sarkozy en tête, s'attaque frontalement, il n'y a aujourd'hui que deux visions de l'avenir de notre société : la vision ultra-libérale, « décomplexée », qui truste tous les leviers de l'Etat, d'une part, et celle de l'écologie d'autre part.

Affirmons donc une écologie d'autant plus décomplexée, fière de ses propositions et de l'action de ses éluEs et militantEs, que jamais autant qu'aujourd'hui les faits ont donné raison à nos convictions.

**Denis BAUPIN**

## Agrocarburants, méfiance !

Le débat sur les agrocarburants émerge tout juste en France, depuis la directive européenne de 2003 qui fixe un objectif de 5,75% d'incorporation de carburants d'origine végétale à l'horizon 2010, et le plan français qui met la barre à 10% en 2015. Elaboré sous la pression du monde agricole qui souhaite transformer les jachères en cultures rentables, ce plan soulève l'inquiétude des écologistes car ces cultures nécessitent eau, engrais et autres pesticides polluants, augmentant ainsi la pression sur le milieu naturel.

Mais si les territoires français et européen sont menacés de pollutions nouvelles, ils sont surtout totalement incapables d'atteindre les objectifs fixés, et d'ailleurs, la Commission européenne estime qu'il n'est pas nécessaire de produire les agrocarburants en Europe puisqu'on peut les acheter ailleurs.

Et la presse de saluer l'engouement pour l'Or vert comme une nouvelle opportunités de développement offerte au Tiers monde ! Comme si les cultures intensives de rente avaient permis, depuis l'époque coloniale, un développement rural harmonieux et équilibré de ces pays, préservant les écosystèmes et enrichissant les paysans !!!!

Nous sommes déjà, depuis après la guerre, complètement dépendants des importations de soja, nord-américain d'abord, puis sud-américain, pour l'alimentation du bétail. Au plus fort de la crise de la vache folle, alors qu'on recherchait des protéines végétales pour remplacer les farines animales transmetteuses de la maladie, apparut l'opportunité de s'orienter vers des cultures de protéines locales (pois lupin ...) et de commencer à s'affranchir de cette dépendance. Mais l'Union européenne préféra alors augmenter ses achats de soja, augmentant ainsi la pression de la déforestation en Amérique du sud pour y produire du soja.

Aujourd'hui, les plantations à vocation de carburant (palmier à huile, soja transgénique, maïs et maintenant arbres à croissance rapide qui fournissent les agrocarburants de seconde génération, obtenus par fermentation de la cellulose), font encore reculer les limites des forêts du Tiers monde, réduisent leurs habitants à la misère, provoquent la raréfaction des aliments de

première nécessité et l'augmentation des prix.

Avant de nous vendre des agrocarburants, le Tiers monde doit trouver comment nourrir ses propres habitants avec les ressources de son territoire. Pour l'y aider, au minimum, nous devons exiger que les agrocarburants consommés en Europe soient produits en Europe, notamment grâce à la fermentation de nos déchets urbains ou agricoles, et nous devons refuser les importations depuis le Tiers-monde, quelque soient les certificats, labels et garanties qui les accompagnent. Tant qu'il y aura plus de 20 000 personnes qui meurent de faim chaque jour, on ne doit pas faire rouler nos bagnoles avec les produits de leurs sols. Trouvons chez nous les moyens de notre glotonnerie, ou devenons plus sobres.

Et participons, avec les associations qui se sont emparées de la question, à la médiatisation de cette horreur, à la sensibilisation de nos concitoyens. Dans cette perspective, rendez-vous vendredi 24 août pour les deux débats « agrocarburants » de ces Journées d'été.

Natalie GANDAIS-RIOLLET



## Restons modestes... mais retrouvons l'audace !

Les résultats électoraux 2007 ont provoqué chez les Verts une légère déprime, aggravée par l'idéologie du désespoir en actes d'une partie de la direction : « on ne pèse plus rien, on n'a plus le rapport de force pour passer contrat avec la gauche, ni polémiquer publiquement avec la droite »...

Pourtant, nous avons un député et un sénateur de plus, et les défections en pleine bataille au profit d'un concurrent ne furent chez nous qu'une poignée, seulement en direction de Bayrou ou de Bové, et pas vers la droite : le PS pourrait nous envier...

Comme toujours, la tentation chez les Verts est d'attribuer nos difficultés à nos statuts. Il y a des problèmes statutaires, ils sont mineurs par rapport à nos pratiques. Et nous souffrons surtout de graves problèmes ouverts par le renversement stratégique du Cnir du 13 mai 2007.

### 1 Statuts et pratiques

Faut-il vraiment sacrifier au rite biennal de la réforme des statuts ? Nos électeurs disent plutôt : « Votre problème, c'est que vous vous engueulez tout le temps ». Oui, les Verts ont encore besoin de quelques ajustement organisationnels. Par exemple renforcer la prime à ceux qui veulent bien s'unir. Ou mieux organiser la coordination entre élus externes et élus internes.

Mais nous prétendons sauver la planète, et cette ambition exige de nous des conduites irréprochables, à commencer par l'application des décisions que nous prenons ! La proportionnelle ? nous la discréditons jour après jour par le mésusage que nous en faisons en interne. Notre dernière réforme ? (réduire à deux le nombre de porte-parole, pour signifier aux médias que ce sont

eux qui parlent pour les Verts, le ou la secrétaire nationale s'occupant de l'interne) Nous ne la mettons pas en pratique!

Quant à l'idée fort simple qu'une fois une décision démocratiquement prise (choix du ou de la candidat-e à la présidentielle, choix de notre réponse au référendum sur le TCE...), chacun doit la défendre publiquement ou se taire, elle fait déjà partie de nos statuts. Ceux qui n'ont pas le courage moral de s'y tenir affaiblissent considérablement le travail collectif !

### 2 Stratégie politique

Si le 13 mai 2007 nous avons accepté les maigres offres du PS, nous aurions sans doute deux ou trois député-e-s, et des centaines de milliers de voix de plus. Politiquement et financièrement, ce n'est pas négligeable. Si nous avions accepté l'offre de juin 2006, nous aurions, sinon un groupe politique, du moins les moyens de créer un groupe technique mixte beaucoup plus Vert, dynamique, attractif. Mais ces fautes tactiques sont mineures par rapport aux attendus du choix du Cnir du 13 mai. Rappelons les :

**« Fin de la stratégie de majorité de gauche plurielle ouverte en 1996 »**

Les Verts renoncent-ils ainsi à mettre en oeuvre des politiques publiques de développement soutenable pour sauver la planète ?

(Suite page 6)



# AUDACES

(Suite de la page 5)

Je regrette, ce ne sera possible que dans une majorité, qui sera de gauche, nécessairement plurielle, et s'étendra probablement au centre, vers Bayrou. Le moment venu, les Verts devront être capables d'assurer la direction, au moins idéologique, de la coalition de sortie du sarkozysme. En offrant inlassablement l'alliance aux autres forces, progressistes et centristes.

**« Le parti socialiste ne sera plus notre partenaire privilégié »**

Le PS n'était pas et ne sera jamais notre partenaire exclusif. Politiquement, les Verts ont trois frontières : le centre, le PS et la gauche de la gauche, et il faut se réjouir de tout progrès dans les rapports avec ces trois voisins. Mais il existe des critères hiérarchiques. La LCR ne veut pas rentrer dans les institutions. Quant au PC, il a fait du productivisme sa religion, en particulier nucléaire. Le centre, phénomène nouveau et intéressant, mais le Modem reste lié à la droite par tous ses élus locaux.

Qu'on le veuille ou non, y compris aux yeux de nos électeurs, le PS reste la force principale d'une alternative à gauche et il faut en tenir compte.

### 3 Le rapport avec les associations

C'est le problème le plus difficile qui nous est réposé dans la période. Non pas la ré-émergence d'une Génération écologie centriste, mais bien une re-ONGisation de l'écologie politique. Nos propres erreurs ont rouvert la porte à la croyance que l'écologie était d'abord affaire d'associations négociant avec un gouvernement, quelle qu'en soit la couleur. L'idée que l'on ne doit pas chercher à occuper le pouvoir, mais à le conditionner de l'extérieur s'est matérialisée par le succès de la non-candidature Hulot.

Cette politique anti-politique ne mène à rien. Une révolution dans nos modes de développement demande l'accès au pouvoir d'un parti, construit et argumenté, s'appuyant sur le ferme soutien des organisations de la société civile. Le retour des associations écologistes à la politique est donc une excellente nouvelle, il reste à les convaincre de passer à l'étape suivante : soutenir le moment venu la force politique incarnant leurs vœux.

Ici, notre responsabilité est pleine et entière pour les années qui viennent, à commencer par période du Grenelle. Non pas dicter aux associations, avec arrogance, ce qu'elles ont à faire, mais proposer une synthèse de leurs aspirations et de s'en montrer les plus actifs soutiens dans les institutions, dans un processus de co-élaboration qui ne saurait se limiter aux plus radicales d'entre elles.

Nous devons continuer à faucher l'OGM avec les Faucheurs volontaires, tout en travaillant avec les meilleurs experts du Museum d'histoire naturelle, et en menant, des municipalités au Parlement européen, une lutte exemplaire.

**Alain LIPIETZ**



# AUDACES

## « A Mulhouse, la gauche c'est les Verts »

Lors du Conseil Municipal de février dernier, nous avons été exclues du groupe majoritaire car nous nous étions abstenues sur le budget qui traduisait la politique anti-sociale et anti-environnementale du sénateur-maire Jean-Marie Bockel.

La suite nous a donné raison, puisque Jean-Marie Bockel a accepté de rallier Sarkozy et qu'il est devenu secrétaire d'Etat dans le gouvernement Fillon II.

L'occasion était trop bonne pour le groupe vert de clarifier les choses au sein de la municipalité mais aussi par rapport aux mulhousien(ne)s qui ont élu une équipe de gauche et écologiste en 2001 et qui se retrouvent avec maire sarkozyste.

Lors du conseil municipal de juillet, nous avons présenté une motion de défiance dans laquelle nous demandions au maire d'aller jusqu'au bout de son choix personnel anti-social, anti-

environnemental et sécuritaire et de démissionner de son mandat de maire.

Certains ne sachant pas avec qui ils vont s'allier lors des prochaines municipales ou par qui ils vont être soutenus lors des cantonales étaient très embarrassés d'avoir à se prononcer et ont cherché à rendre illégal le vote de la motion. D'autres ont choisi d'être absents sans laisser de consigne de vote.

Toutes les composantes de la municipalité ex-verts compris ont fait l'apologie de Bockel et lui ont exprimé leur soutien même ceux qui étaient réservés par rapport à son entrée dans le gouvernement.

## Une liste socialiste contre Bockel ?

Résultat du vote : 3 voix pour la motion, Cléo, moi-même et Pierre Freyburger adjoint PS qui nous avait laissé sa procuration et qui a été aussitôt démis de ses fonctions.

L'élu communiste absent n'a pas laissé de consigne de vote, la personne qui détenait sa procuration s'est abstenue pour lui mais nous apprenons qu'il a toujours ses délégations et nous émettons un doute sur sa démission.

L'UMP, l'UDF n'ont pas pris part au vote.

Le FN et le reste du groupe majoritaire composé de socialistes, des 3 ex-Verts, d'alternatifs, du RMC et du PRG ont voté contre.

Les choses sont un peu plus claires pour les élections municipales prochaines. Reste une inconnue : est-ce qu'il y aura une liste socialiste contre Bockel ?

La liste Verte et Ouverte aura fort à faire face à une coalition autour de Bockel qui réunira UMP, UDF, extrême droite, socialistes, divers gauche !

Mais comme vous le savez nous ne manquons ni de courage, ni d'audace.

**Djamila SONZOGNI et Cléo**

## **Sarkozy recentralisator : Le retour de l'Etat pompidolien**

(Tribune parue dans *Le Monde*)

Depuis le 6 mai, nous sommes entrés dans un nouveau régime : celui du Président omniprésent, omniscient, omnipotent. Non content d'empiéter quotidiennement sur les plate-bandes de ses ministres, et plus particulièrement du premier d'entre eux, de mettre au pas l'UMP et ses groupes parlementaires, de nommer ses fidèles aux postes clés de la préfectorale et des médias, il veut maintenant faire main basse sur les régions, à commencer par la première d'entre elles, l'Ile-de-France. Sarkozy, ça n'aura jamais été l'Etat impartial, mais c'est déjà l'Etat imperator, recentralisator.

Au moment où les grandes démocraties européennes fondent leur développement sur la dynamique régionale et le fédéralisme, la France serait elle en passe d'en revenir aux archaïsmes du jacobinisme, de la centralisation à outrance, de la mise sous tutelle des collectivités locales ?

Selon l'ancien maire d'une des communes les plus riches de France et de l'ancien président du plus riche département français, il serait temps que l'hôte de l'Elysée reprenne les choses en main sur le schéma directeur de la Région Ile-de-France (SDRIF), le « grand

Paris » et sur les grandes infrastructures de transports régionales.

Son offensive principale porte sur le SDRIF et cela est tout sauf anodin. A l'issue de la plus grande concertation jamais menée en Ile-de-France, avec l'ensemble des élus, des acteurs économiques, sociaux et associatifs et les citoyens - au travers de questionnaires et de conférences citoyennes - le conseil Régional a en effet adopté en février son projet de schéma directeur qui s'inscrit dans la volonté de faire de l'Ile-de-France la première éco région d'Europe..

## **S'attaquer aux vaches sacrées gaullo-productiviste**

Et pour affirmer cette ambition, ce schéma directeur s'attaque à toutes les vaches sacrées du développement économique gaullo-productiviste : il souligne le nécessaire rééquilibrage est-ouest, il prône la fin de l'étalement urbain par une densification raisonnée du cœur d'agglomération, la construction de 60.000 logements par an (dont 30% de logements sociaux y compris dans les villes les plus riches), la priorité aux transports collectifs.

Le SDRIF remet en cause les vieilles conceptions de l'aménagement du territoire qui ont amené à ce que des villes et des quartiers soient laissés en déshérence. Il promeut un aménagement qui permet d'anticiper les mutations à venir du fait des

(Suite page 9)



(suite de la page 8)

crises climatiques et énergétiques en mettant en avant le concept de ville dense et multifonctionnelle. Et crime de lèse-majesté, il n'hésite pas de ce fait à s'opposer à l'extension du quartier d'affaires de la Défense et à la construction de nouvelles autoroutes dans la région.

Ceux qui avaient naïvement cru que la signature du pacte de Nicolas Hulot, la nomination d'un super ministre du développement durable et la convocation d'un Grenelle de l'environnement valaient conversion du chef de l'Etat en premier écologiste de France en seront pour leurs frais. Le Président de la République s'est certes prononcé en faveur d'une rocade de métro (projet d'ores et déjà inscrit au schéma directeur sous le nom d'Arc Express) évidemment sans exprimer la moindre

intention de l'Etat de s'y impliquer financièrement, mais il a surtout insisté sur des projets qui en disent long sur le développement à deux vitesses qu'il voudrait imposer à la Région : la concentration des emplois à la Défense (aux dépens des quartiers les plus pauvres de l'est de la Région), l'enfouissement de la RN13 dans sa bonne ville de Neuilly (pour un coût avoisinant le quart de celui de la rocade de métro !) et la construction de CDG Express, une infrastructure ferroviaire dédiée aux golden boys afin qu'ils puissent rejoindre plus rapidement l'aéroport de Roissy sans s'arrêter dans les contrées défavorisées de l'est pour éviter d'y côtoyer la plèbe!

## Une rupture anti-démocratique

En feignant d'ignorer que le projet de SDRIF sera soumis à enquête publique à l'automne par l'annonce de la réunion d'un CIADT (comité interministériel d'aménagement du territoire) fin 2008 chargé d'adopter le schéma directeur, le Président - toujours Conseiller général des Hauts-de-Seine - s'assoit sur la loi de février 1995 qui confie l'élaboration du schéma à la Région. La rupture promise se révèle une rupture anti démocratique.

Quant à l'idée du « grand Paris », elle part certes d'un constat juste - l'incapacité de raisonner à la seule échelle parisienne, sans structure intercommunale - mais qui peut croire aujourd'hui, à l'heure de la

(Suite page 10)

(Suite de la page 9)

décentralisation, qu'un tel projet pourrait s'élaborer d'en haut, dans les ministères, sans la participation, le débat, l'adhésion des élus et des citoyens ? Si les frontières administratives doivent être dépassées, cela ne saurait se faire par un simple renforcement du centralisme d'un territoire qui a vocation à favoriser son polycentrisme. Nous pensons au contraire qu'une telle démarche n'a de sens que si elle se construit autour d'un projet commun, construit collectivement, et qui s'accompagne simultanément par le renforcement des compétences de la collectivité compétente en matière d'aménagement du territoire : la Région.

## **L'avenir est à la décentralisation et au fédéralisme**

Nous en sommes convaincus : l'avenir n'est pas au retour à l'Etat pompidolien. Il est au contraire à la décentralisation et au fédéralisme. L'avenir n'est pas à la concentration du pouvoir et des richesses sur quelques territoires.

Il est au contraire au rééquilibrage et au désenclavement des quartiers en difficulté. L'avenir n'est pas à une intercommunalité fondée sur la volonté de contrecarrer les projets de la Région, mais à une intercommunalité de projets s'insérant dans l'espace cohérent, l'espace régional.

L'avenir n'est pas aux infrastructures autoroutières et au productivisme. Il est au contraire aux projets de transports collectifs et à une éco-région économe et durable. Au Président d'accompagner de véritables moyens financiers ses discours concernant le logement social et les infrastructures de transports en commun.

**Denis BAUPIN**, adjoint au Maire de Paris, chargé des transports

**Mireille FERRI**, vice-présidente du Conseil régional d'Ile-de-France, chargée de l'aménagement du territoire

**Catherine CANDELIER**, vice-présidente du groupe Verts au Conseil régional d'Ile-de-France

**Ont participé à ce numéro :**

*Denis Baupin - Catherine Candelier - Mireille Ferri - Natalie Gandais-Riollet - Alain Lipietz - Djamila Sonzogni - Anne Souyris - Antoine Laqueau*